

## Université d'été de Brennilis 2023- Intervention de Pierre CALAME : situer son action dans une perspective historique

J'aimerais resituer votre rencontre d'aujourd'hui dans une perspective globale, celle du combat engagé en faveur d'une véritable métamorphose de notre société.

De quoi s'agit il? *De la capacité des territoires, en tant qu'acteur collectif, à penser et agir dans un monde interdépendant.* C'est un enjeu majeur de notre temps.

Nous revenons de loin. Rappelons nous d'abord du slogan du premier sommet de la terre en 1992: penser globalement, agir localement. Il assignait les territoires, le local, à mettre en œuvre une pensée et des politiques qui avait été construites ailleurs. Et cette idée reste dominante en France, où l'État, à travers ses politiques publiques et à travers ses agences, définit des politiques que les territoires sont invités à suivre et à mettre en œuvre. Quant à l'idée d'acteur collectif elle reste très éloignée, aujourd'hui encore, d'une pensée française qui survalorise le rôle des institutions. Un acteur collectif ? inconnu au bataillon. C'est pourtant ce dont il s'agit : la capacité des différents acteurs d'un territoire, acteurs publics, privés, acteurs de la société civile, à interagir ensemble jusqu'à bâtir une stratégie collective dans la durée, en prise sur les grands défis de notre époque.

Pourquoi la capacité des acteurs d'un territoire à s'instituer en acteur collectif capable de penser et d'agir aussi bien localement que globalement est-t-elle un enjeu majeur de notre temps? Parce que nous sommes confrontés à de multiples crises qui sont toutes des crises de relations, et que nous sommes incapables de répondre à ces crises dans le cadre conceptuel et institutionnel hérité du passé.

Ce cadre c'est ce que nous avons, avec le collectif « Osons les territoires », dont un certain nombre de membres d'Ar Nevez ont été d'actifs participants, appelé *la première modernité* : celle qui s'est construite entre le seizième et le dix-huitième siècle. Son efficacité opérationnelle, incontestable, repose sur la séparation: séparation entre penser et agir, séparation entre les disciplines du savoir, séparation entre les acteurs, séparation des différents niveaux de la gouvernance, entre les rôles des différents acteurs, séparation, enfin et surtout entre l'humanité et la biosphère. Et c'est cela qu'il faut dépasser.

J'aime à citer la phrase d'Albert Einstein: « n'espérons pas résoudre un problème avec les hypothèses qui lui ont donné naissance » : n'imaginons pas résoudre ces crises des relations avec le système conceptuel et institutionnel qui leur a donné naissance. Il s'agit d'engager une métamorphose de passer de la première modernité à la seconde modernité: une modernité capable au contraire, d'organiser et de gérer les relations de tous ordres.

Cette métamorphose n'est pas facile. Le passé résiste, résiste et résiste encore, et cela pour trois raisons qu'il est important de garder en-tête.

-Tout d'abord parce que, dans une société, l'inertie des systèmes de pensée et des institutions n'est pas qu'un défaut. Les sociétés ont besoin de stabilité et celle de l'État, en France, en est une incarnation. Mais il vient un moment où les réalités ont tellement évolué que cette inertie devient au contraire un obstacle. Et c'est là qu'il faut engager une mutation profonde des systèmes conceptuels et institutionnels.

-Seconde difficulté, systèmes conceptuels et institutionnels donnent, au fil du temps, naissance à des corps sociaux intéressés au maintien de l'ordre ancien dont ils tirent leur substance. Ces corps, de ce fait, constituent des résistances formidables au changement.

-Et puis, troisième difficulté, celle qu'a énoncé le philosophe Heidegger: *le plus difficile dans la vie, c'est de voir nos lunettes, parce que nous voyons le monde à travers nos lunettes* ou nos systèmes de pensée. Ce que nous avons appris à l'école vient de l'ordre ancien, sont des « vérités » que nous prenons pour des évidences et il est particulièrement difficile de les questionner.

Mais, aujourd'hui, il y a le feu au lac ! On ne peut pas en rester au statu quo. La métamorphose s'impose. Je l'ai encore illustré la semaine dernière dans une tribune que j'ai publiée dans le journal Le Monde, à propos

du réchauffement climatique et de la manière dont le Rassemblement National est en train de se saisir de la question écologique, en cristallisant la révolte des classes populaires à l'égard d'une lutte contre le réchauffement climatique qui n'est faite que d'une addition de contraintes. Si on ne change pas notre manière d'aborder la lutte contre le réchauffement climatique, nous perdrons.

D'où l'importance de la boussole de la seconde modernité et de comprendre les acteurs qui incarneront. Ce sont ceux qui sont les mieux à même d'organiser, de penser les relations entre l'économique l'écologique et le social, ou entre les acteurs. C'est que j'ai appelé *la revanche des territoires*. Revanche? Parce que les territoires locaux, les bonnes villes de l'époque de la royauté, ont vu, au cours des deux siècles de la révolution industrielle, leur rôle s'amoinrir au profit des Etats et des grandes entreprises, au point de n'être aujourd'hui que des acteurs politiques et économiques de seconde zone, assignés, comme je l'ai évoqué, à la mise en œuvre de politiques définies en dehors d'eux.

Au contraire, espaces par excellence de la construction de la relation, les territoires sont appelés à redevenir un des acteurs pivots de la société à construire. Mais pour cela, il est indispensable qu'ils se dotent eux-mêmes d'une grande ambition de changement, qu'ils deviennent capables d'une pensée systémique, qu'il soit l'espace de la construction des relations entre acteurs, qu'ils expérimentent la coopération entre eux qui constitue au fil des décennies, ce que j'ai appelé *le capital immatériel des territoires*, leur capital le plus précieux. Et, qu'en contrepartie de ce pouvoir, ils aient la volonté d'assumer leurs responsabilités.